

Sur la fermeture progressive de l'université

La fermeture arbitraire de notre université montre le pourrissement dans lequel se trouve ce lieu de transmission du savoir : ravagé par le mandarinat débridé, anesthésié par le simulacre subversif, condamné par le morcellement et le silence.

L'université St Denis Paris 8 a été fermée pendant plus de trois semaines, du jeudi 15 avril au lundi 9 mai, sur ordre du président M. Lunel pour motif de « *cas de force majeure* ». Cette décision a été justifiée comme une réponse aux dégradations attribuées aux étudiants en anthropologie lors de leur évacuation par les forces de l'ordre le mercredi 14 avril. La réponse de la présidence semble particulièrement hors de propos, puisque les « anthropotes » dénonçaient la disparition de leur cursus en occupant l'amphi A1, et totalement disproportionnée, puisque aucune preuve convaincante n'a été apportée quant à ces détériorations *a priori* mineures de locaux déjà vétustes (amphi A3).

Pourquoi ce « lock-out » autoritaire, cette confiscation inacceptable d'un lieu de travail, de savoir et de culture pour des dizaines de milliers de personnes ?

Trois points semblent pouvoir l'expliquer, qui sont autant d'accroches sur lesquelles doit s'articuler la contestation étudiante :

1 - Un rapport de forces très personnel et obscur entre le président de l'université et les professeurs à la tête de la lutte des « anthropotes », certains de ces enseignants ayant été candidats à ce poste éminent et/ou furent très proches de M. Lunel par le passé. Ces jeux d'ombres entre egos sont la règle à l'université (recrutement, attribution de postes, financement, etc...), se répercutent largement sur les découpages disciplinaires et la pertinence des enseignements, vident les institutions de tout réel pouvoir et maintiennent l'ensemble de la communauté universitaire hors de toute confrontation démocratique. Ce mandarinat vulgaire, quelquefois rationalisé sous un fumeux vocable pseudo-subversif, place les étudiants de tout niveau dans une situation d'allégeance étendue d'autant plus forte que le climat social rend les diplômes -et les papiers !- particulièrement précieux. Les couloirs sont emplis de ces injustices quotidiennes, abus répétés, arbitraires grossiers, simulacres éhontés. Il serait temps que les étudiants sortent du silence et supplantent la misère des enseignements insipides et anesthésiants par les nécessités d'un savoir collectif rendu discutable et vivant.

2 - La volonté de créer un précédent dans le monde universitaire français en légitimant l'usage de moyens disproportionnés face à une contestation limitée, de surcroît dans la « Mecque » du gauchisme que représente l'université Paris 8, dont le président actuel symbolise le premier « virage à droite » de son histoire. L'étonnant n'est pas tant cette offensive que la déliquescence et le conformisme dans lesquels se trouvent les forces contestataires : rares sont ceux, à l'université, qui ne se sont pas convertis au réalisme de notre société de progrès ou, autre face du même, ne rejouent pas interminablement l'agitation gauchiste narcissique et sans lendemain. L'imagerie « vincennoise » demeure cyniquement sans que rien ne vienne qui puisse nourrir les exigences des luttes d'aujourd'hui, qui sont d'abord la capacité d'analyse et de critique sans concessions. Il serait temps que des bilans se tirent des nihilismes groupusculaires d'hier et des carcans pseudo-émancipateurs, pour qu'éclatent au grand jour les paroles vraies qui seront à même de bâtir des êtres et des collectivités autonomes.

3 - La nécessité de limiter une contestation qui pourrait s'étendre à toute la faculté, notamment à propos de la réforme LMD, sur le modèle du gouvernement Raffarin qui rend systématique la répression face aux mobilisations actuelles menaçant le résultat attendu du référendum sur la constitution européenne. L'université de demain qu'on nous prépare n'est que le prolongement et l'extension des caricatures d'aujourd'hui : sa contestation doit s'enraciner dans la critique de ce qui nous est imposé depuis longtemps. L'incapacité présente à s'opposer à ces mesures découle du morcellement de la parole collective. Il est temps qu'elle retrouve maintenant, et pour longtemps, la place qui lui est due, loin des falsificateurs, mystificateurs et autres divertisseurs.

Nous appelons les étudiants, professeurs, personnels et usagers de la fac à débattre...

*Des étudiants et habitants du quartier
etatdeslieuxp8@no-log.org*